

<https://ugtg.org/spip.php?article737>



Quand Mme Koury exerce sa "pwofitasyon" sur la petite entreprise

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&-cris... -



Date de mise en ligne jeudi 12 février 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



"Pwofitasyon", les socioprofessionnels aussi. Nous ressentons de l'exclusion de la part de la CCI. Louis Gabriel, président de la commission commerce à la CCI de Pointe à Pitre en charge des petites entreprises de 0 à 9 salariés n'est pas content et le dit haut et fort.

Les socioprofessionnels Madame Koury en tête, se sont plus soucieux de protéger leurs petits privilèges sans s'attaquer aux questions que pose la mobilisation populaire. Aucune amorce de solution, mais plutôt, une appropriation de la question au seul profit des grandes entreprises, en excluant les petites Louis Gabriel : Les TPE, les petites et moyennes entreprises sont apparemment oubliées et écartés. Si on ne les défend pas alors que la petite entreprise de 0 à 9 salariés représente 90 % du tissu économique Guadeloupéen, nous allons créer plus de chômeurs, plus de délinquance et moins de sécurité.

Sept Magazine : Quel est votre sentiment sur la réunion des socioprofessionnels du 1er février dernier ?

_ **LG** : Dans les résolutions votées ce jour là, il n'y a pas le moindre volet concernant la petite entreprise. Jamais ils en ont parlé, et heureusement que les très petites entreprises de Guadeloupe ont boycotté cette réunion où ils allaient se retrouver face à un rapport de force petits contre gros. Seul 10 % des entrepreneurs de petites entreprises étaient présentes. Plus pragmatiques ils ont demandé qu'on aille vite et qu'on soit efficace. Ils n'ont même pas été entendus. C'était comme si ils n'avaient pas à être là. Ils ne se sont pas sentis concernés par ce qui s'y disait.

SM : Ont-ils été des invités pour la forme ?

_ **LG** : Ils l'ont été alors que tout avait déjà été organisé avec le MEDEF et Monsieur Vial- Collet qui, en passant, n'a aucune représentation patronale. Le Guadeloupéen, même quand il est élu, n'a pas droit à la parole. Alors qu'on nous parle de respect. Quand on est un élu, on est là pour représenter une catégorie socioprofessionnelle. Et je suis élu pour représenter la petite entreprise de 0 à 9 salariés. Et ce que vous avez vu c'est une réunion avec essentiellement des entreprises de la zone de Jarry, alors que la petite entreprise s'étend sur l'ensemble de la Guadeloupe.

SM : Diriez-vous qu'il y a une volonté de laisser mourir la petite entreprise ?

_ **LG** : Il y a en tout cas une volonté de mise à l'écart de la petite entreprise. Nous avons proposé que le taux de la TVA soit fonction de la taille de l'entreprise, cela n'a pas été pris en compte. Il y a un manque total de concertation. Quand je vois l'organisation du collectif LKP, je me dis qu'ils ont raison, et je dis haut et fort que, aujourd'hui, la petite entreprise guadeloupéenne se sent plus proche du collectif LKP que de la CCI censée la défendre.

SM : C'est une déclaration très forte.

_ **LG** : Nous ressentons de l'exclusion. Nous ne prenons pas le train en marche. J'ai été observateur et aujourd'hui

j'en ai marre. Le monde de la petite entreprise explose. Dimanche nous avons été boycottés dans la démarche intellectuelle, structurelle, et dans les orientations à prendre. Les chefs d'entreprise ne sont pas venus parce qu'ils ne se sentent pas représentés et qu'il ne se retrouvaient pas dans cette réunion, c'est en tout cas le constat que je fais.

SM : Allez-vous rejoindre le collectif LKP ?

_ **LG** : Aujourd'hui nous sommes dans une période de réflexion et nous tirons la sonnette d'alarme. Il va falloir bien choisir notre camp. Si nous ne sommes pas entendus, nous saurons quelle décision prendre. Mais surtout nous souhaitons qu'on arrête de nous prendre pour des "béni oui oui".

SM : Etiez vous à la réunion des socioprofessionnels du lundi matin ?

_ **LG** : Je ne pouvais pas y être car j'avais planché la veille avec Monsieur Philippe Kalil sur un certain nombre de dispositions que nous voulions présenter. Nous n'avons pas été conviés à cette réunion où nous voulions expliquer la problématique de la petite entreprise.

Nous avons proposé la suppression de la TVA pour la petite entreprise dans le cadre de la zone franche globale, cela n'a pas été retenu. Nous avons également proposé que la CSG et le RDS soient supprimés de façon à pouvoir traiter les difficultés rencontrées par notre secteur, cela non plus n'a pas été pris en compte, et aujourd'hui je le dénonce.

SM : Qui peut débloquent la situation ?

_ **LG** : Dans le dispositif, je n'ai pas entendu parler des petites entreprises. Il faut que Yves Jégo arrive pour que nous soyons entendus, et qu'il trouve des solutions auxquelles tout le monde se soumet. C'est quand même dommage. Il n'y a pas de dialogue

social. Pour pouvoir répondre à nos besoins, il faut prendre le cahier de doléances et retenir les points nous concernant, et non pas s'imposer. Or, madame Koury s'impose sans écouter. Ce n'est pas en faisant du saupoudrage exceptionnel que l'on résoudra le problème de fond.

SM : Que souhaitez vous ?

_ **LG** : Nous souhaitons par exemple un soutien de la Région. Pouvoir bénéficier de la subvention sur les projets innovants, sur l'environnement, l'agenda 21 et le développement durable.

Certains de nos mandants ont présenté un projet sur la valorisation de déchets, personne n'a voulu l'entendre. Résultat, on a recalé le projet guadeloupéen et on a attribué le marché à une entreprise européenne.

SM : Vous rejoignez là Elie Domota et son discours sur la sous-représentativité des entreprises guadeloupéennes ?

_ **LG** : Personne ne peut le remettre en cause. Il a parlé en français, et tenu un langage universel et ce fut sa force car il a réussi à convaincre, non seulement les Guadeloupéens, mais également les autres départements, car j'ai vu les images de l'arrivée de Michel Desjoyaux aux Sables d'Olonne, et cette pancarte : "Nous soutenons Guada", c'est dire si le message est passé.

SM : Avez-vous étudié la question du pouvoir d'achat de vos salariés ?

_ **LG** : La micro entreprise est d'accord pour faire des efforts. Nous avons proposé que soit supprimée la RDS et la CSG. Pour peu que l'Etat soit d'accord, le problème des 200 euros est réglé parce que cela ne touche pas au brut tout en augmentant le net du salarié. Je rappelle

que la RDS était prévue pour 5 ans et elle perdure ; elle ne devrait déjà pas exister sur la fiche de paye des salariées. Je n'ai jamais entendu parler des jeunes. Nous proposons une exonération complète des charges pour chaque jeune salarié. Nous sommes prêts à accueillir

les jeunes détenteurs d'un bac + 4 ou bac + 5 et qui doivent se contenter d'un poste chez Mc Do parce que justement la grande entreprise les rejette. Écouter la voix des jeunes doit être une

priorité.

Propos recueillis par Paul Léo d'Hurville